

---

*Points principaux du rapport du Groupe de travail « Compétences complémentaires » présenté à la Convention européenne les 7 et 8 novembre 2002, en session plénière.*

*Président du Groupe de travail : Monsieur Henning Christophersen*

## **LES COMPETENCES COMPLEMENTAIRES DEVIENNENT DES MESURES D'APPUI**

*Les domaines qui pourraient être concernés par des mesures d'appui sont : l'emploi, l'éducation et la formation professionnelle, la culture, la santé, les réseaux transeuropéens, l'industrie, la recherche et le développement*

Le Groupe de travail s'est interrogé sur l'avenir des compétences dites « complémentaires » : faut-il expliciter les limites de ces compétences ?

Le Groupe a considéré que tout d'abord des ambiguïtés devaient être levées, notamment en replaçant les « compétences complémentaires » par rapport autres catégories de compétence.

Selon le Groupe, « les compétences complémentaires » ne sont pas des compétences au même titre que les compétences exclusives de l'Union ou que les compétences partagées. Pour les « compétences complémentaires », les Etats restent pleinement compétents, ce qui n'empêche la mise en place de mesures de soutien et de coordination au niveau européen (comme par exemple, le programme Erasmus qui permet, à grande échelle, des échanges d'étudiants).

Aussi le Groupe :

- ▶ recommande d'adopter le nom « **mesures d'appui** » à la place de « compétences complémentaires » ce qui rendra le concept plus clair;
- ▶ souligne qu'à propos de ces mesures, la législation nationale ne peut être remplacée par un acte législatif européen;
- ▶ rappelle qu'elles ne sont d'usage que dans la mesure où il y a intérêt commun de l'Union et des Etats membres.

Par ailleurs, le Groupe tend à considérer que :

- ▶ le futur traité constitutionnel doit contenir un titre consacré aux compétences dans leur ensemble
- ▶ il doit être brièvement précisé quel type de compétence s'applique à chaque politique mentionné dans le traité,
- ▶ la fixation par le traité constitutionnel des compétences entre les Etats membres et l'Union européenne ne doit pas empêcher une certaine flexibilité. Celle-ci peut être assurée par le maintien de l'article 308 du traité sur la Communauté européenne<sup>1</sup>.

Toutefois il devrait notamment être établi qu'il ne s'agit en aucun cas d'un élargissement des compétences de l'Union.

---

<sup>1</sup> « Si une action de la Communauté apparaît nécessaire pour réaliser, dans le fonctionnement du marché commun, l'un des objectifs de la Communauté, sans que le présent traité ait prévu les pouvoirs d'action requis à cet effet, le conseil, statuant à l'unanimité sur proposition de la commission et après consultation du Parlement européen, prend les dispositions appropriées ».

